



Success story montagnais

Un reportage de Gilles Normand et Alain Roberge à Mashteuiatsh
pages B6 et B7

Quand les casseroles remplacent les cailloux

Agnès Gruda décrit la contre-Intifada
page B5

Haro sur les «vautours»

Le lucratif commerce des immigrants, par Marie-France Léger
page B3

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 12 OCTOBRE 2002



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse

Pour 85\$ non remboursables, le docteur Réjean Ouellette se rend au domicile des malades. Un service personnalisé qui demeure très accessible par rapport au traitement de faveur qu'offrent certaines cliniques pour plusieurs centaines de dollars.



ALEXANDRE SIROIS

Un médecin qui se déplace à domicile pour 85\$. Un chirurgien qui pose une prothèse de hanche pour 8000\$.

Une clinique qui propose un bilan de santé à 600\$, incluant un accès plus rapide à un médecin spécialiste en cas de maladie.

Le phénomène demeure marginal, mais inutile de se leurrer : des soins santé, au Québec, sont déjà offerts en fonction de la capacité de payer. Et non plus seulement des besoins.

SOINS DE SANTÉ À VENDRE

« Sans nous, vous allez faire la file pendant six mois. Nous, on a des ententes avec des spécialistes. Quand un de nos médecins les appelle, ça ne prend pas de temps. »

« Je voulais renouveler tout l'ameublement de mon salon. Mais la santé c'est plus important que d'acheter des meubles. C'est une grosse priorité ! »

Pierrette Sabourin a tranché : elle a fait son deuil d'un mobilier flambant neuf pour se payer deux nouvelles hanches.

Et au lendemain de la pose de sa seconde prothèse, cette dame d'une soixantaine d'années au ton ferme et au regard déterminé est persuadée qu'elle a pris la bonne décision. « Ça faisait trop mal. Je ne voulais pas attendre deux ans », dit-elle, encore clouée au lit.

Lorsque Mme Sabourin a rencontré un orthopédiste du secteur public, il lui a expliqué qu'elle devrait attendre huit mois pour une première opération. Sa fille lui a alors dit qu'elle avait entendu parler du docteur Nicolas Duval, qui a décidé de quitter le système de santé public pour opérer au privé. Le chirurgien a pu l'opérer en l'espace de deux semaines.

La Presse a rencontré le Dr Duval au Centre métropolitain de chirurgie plastique, dans le nord de la ville, à proximité de la prison de Bordeaux. Un minuscule hôpital de

deux étages où on sonne pour entrer et où, l'hiver, on enlève ses bottes avant de quitter le vestibule.

C'est dans cet établissement qui comporte 17 lits et trois salles d'opération que le Dr Duval pose ses prothèses. Là, donc, où Mme Sabourin se trouvait 24 heures après son opération. Elle avait déjà une physiothérapeute à son chevet. « Le patient ne perd pas de temps. Il a exactement ce qu'il veut et en plus, le service est personnalisé », explique le Dr Duval, un grand mince aux yeux bleus qui dit être bien plus heureux depuis qu'il a opté pour le privé, en janvier dernier. « Le jour et la nuit ! » dit



Nicolas Duval

celui qui a terminé ses études en chirurgie orthopédique à l'Université Laval en 1989.

Il était épuisé de se « battre pour opérer » dans le système public et de généralement devoir se contenter d'une journée par semaine. Au privé, il peut « en théorie » opérer tant qu'il le veut. En théorie car en

pratique, il le fait environ deux jours par semaine. En revanche, il dit avoir beaucoup plus de temps à consacrer à ses patients, notamment pour ce qui est du suivi. Il estime donc offrir actuellement un meilleur service qu'au public.

Si le Dr Duval n'opère en général pas autant qu'il le souhaiterait, c'est qu'il faut payer cher pour s'offrir ses services. Moins cher que dans le système public, assure-t-il, sauf que ses patients ne peuvent être remboursés. Il leur en coûte de 8000 \$ à 10 000 \$ pour l'installation d'une prothèse de la hanche ou d'une prothèse du genou, en plus des frais de consultation. La facture est moins salée pour une opération mineure comme l'arthroscopie (1500 \$) ou pour la reconstruction de ligaments du genou (5000 \$ à 6000 \$).

Pourtant, ses clients ne sont pas « très riches ». Le chirurgien dit soigner « des gens à l'aise, mais qui doivent quand même regarder leur budget. Ces gens-là acceptent de couper sur d'autres activités qui sont généralement des voyages ou des activités comme des abon-

nements de golf ou autres choses plus luxueuses ».

514-DOCTEUR

Ce que fait le Dr Duval est parfaitement légal. À la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ), on indique qu'en vertu de la Loi sur l'assurance-maladie, il y a d'abord des médecins (la plupart) engagés dans le régime institué par la législation. Il y a aussi ceux qui se désengagent du processus et chargent un tarif prescrit, mais refusent d'accepter la carte d'assurance-maladie, ce qui oblige leurs clients à se faire rembourser.

Enfin, il y a également un petit nombre de médecins qui, tel le Dr Duval, disent carrément non au régime. « Ce sont des médecins non participants et ils peuvent exercer au privé. Ils doivent donner un avis à leur client qu'ils sont non participants et ils peuvent charger les tarifs qu'ils veulent et faire n'importe quoi qui est permis par le Collège des médecins. Que ce soit des services assurés ou non assurés », dit le directeur de la rémunération des professionnels à la RAMQ, Marc St-Pierre.

Voir SOINS en B2

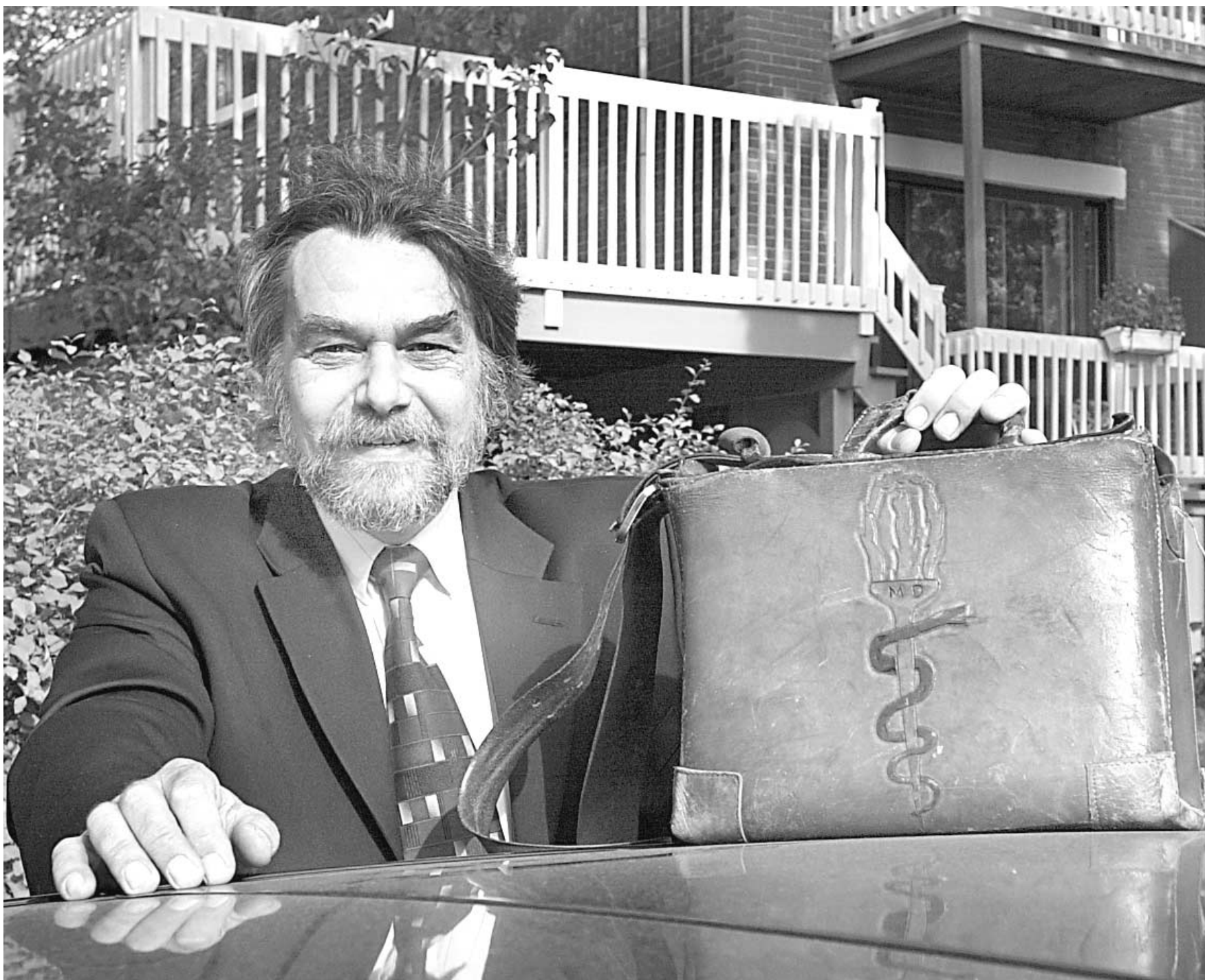


Photo ARMAND TROTTIER, La Presse

« Je ne vois pas pourquoi il y a juste la santé qui serait dans cette situation-là ! Il y a des gens qui mangent chez McDonald's et d'autres qui mangent au Latini. Et il y a des gens qui se prennent des avocats à 300 \$ ou 400 \$ de l'heure et d'autres à 60 \$ ou 70 \$ », dit le Dr Réjean Ouellette.

SOINS

Suite de la page B1

Selon les chiffres de la régie en date de cette semaine, il y a actuellement 58 médecins non participants, dont 42 spécialistes. Sans compter quelques dizaines de dentistes, un chirurgien buccal et un optométriste. Non seulement leurs patients ne peuvent pas se faire rembourser les frais liés à des actes dits « médicalement requis » par la RAMQ, mais il leur est aussi impossible d'être dédommagés par une compagnie d'assurance.

Parmi les généralistes non participants, on retrouve Réjean Ouellette. Ce médecin de 52 ans a décliné, au début des années 90, de proposer des visites à domicile, au privé. Pour le joindre, il suffit de composer le 514-DOCTEUR. Dans l'une de ses deux Mercedes du début des années 80, il parcourt la ville sept heures par jour, dès 9h le matin. Pour faire appel à ses services, il en coûte 85 \$ la consultation.

Il s'est associé à sa belle-fille, Johanne Malenfant, pour assurer un service sept jours sur sept. Or, la demande étant de plus en plus forte, il a sollicité l'aide d'un troisième médecin le mois dernier. « On ne pouvait plus suffire à la tâche, dit le Dr Ouellette. L'année passée, on a vu à peu près 3000 patients, donc 8 ou 9 par jour à deux. Ça progresse toujours d'au moins 20 % à 30 % par année. »

Sa clientèle ? Extrêmement variée, dit-il. « De toutes les classes, de tous les âges... On examine des cadres au centre-ville, une vieille madame italienne à Saint-Léonard, des enfants chez eux, des gens dans leur garage qui n'ont pas le temps de le fermer pour aller se faire soigner, un assisté social qui ne peut pas sortir de chez lui et qui veut faire remplir un certificat médical pour avoir 100 \$ de plus par mois, des agoraphobes... » explique le docteur.

Lorsqu'on le questionne sur les visées de l'Action démocratique du Québec (ADQ) en santé et le souhait de Mario Dumont de favoriser le développement d'un système à deux vitesses, le Dr Ouellette semble ne pas voir de mal à ce que les plus riches soient avantagés par rapport aux gens les moins fortunés. « Je ne vois pas pourquoi il y a juste la santé qui serait dans cette situation là ! Il y a des gens qui mangent chez McDonald's et d'autres qui mangent au Latini. Et il y a des gens qui se prennent des avocats à 300 \$ ou 400 \$ de l'heure et d'autres à 60 \$ ou 70 \$ », dit-il.

Les VIP de la santé

Le Dr Ouellette propose un service hautement personnalisé. Mais il ne fait pas le poids par rapport au traitement de faveur qu'offrent certaines cliniques de la métropole aux gens qui sont prêts à payer une somme élevée pour ce qu'on appelle un bilan de santé pour exécutifs ou un service VIP. « Des méga cliniques qui offrent des systèmes où vous entrez avec le service gold si vous êtes en bonne santé », avait expliqué le docteur Réjean Thomas en marge du dernier congrès de l'Action démocratique du Québec.

L'une de ces cliniques les plus connues est le chic Médi Club du Sanctuaire, à proximité d'Outremont. On a toutefois fait savoir à La Presse qu'on ne souhaitait pas en dire plus sur les services privés qui y sont offerts à grands frais. « Avoir



Photothèque La Presse

Des cliniques qui offrent des services « gold », ça existe. Que vous soyez en santé ou pas. Pas d'attente, même pour une intervention chirurgicale.

plus de publicité n'est pas quelque chose que l'on recherche. On veut que ça reste plus ou moins anonyme », a-t-on indiqué.

Le porte-parole de la clinique Physimed, de l'arrondissement Saint-Laurent, qui recherchait récemment des omnipraticiens en leur offrant des « revenus importants hors régie », n'a pour sa part pas rappelé La Presse. Quant à la clinique Médecis, qui propose le service « bilan de santé pour exécutifs », on y expliquait que les responsables, absents, ne pourraient pas répondre à nos questions d'ici la semaine prochaine.

Or, en rappelant à la clinique Médecis incognito et en disant être intéressé par le service, il a été possible d'apprendre qu'il existe trois forfaits dont le coût oscille entre 600 \$ et 935 \$, selon le nombre de

tests. Ces forfaits permettent d'avoir accès au personnel de la clinique pendant une demi-journée pour un bilan de santé, dont une heure complète avec un médecin.

Mais ce n'est pas tout. La porte-parole a aussi précisé explicitement que grâce à un forfait, il est possible de pouvoir contacter, en cours d'année, des médecins spécialistes plus rapidement. Voir plus vite un oncologue si on souffre d'un cancer, par exemple. « Sans nous, vous allez faire la file pendant six mois. Nous, on a des ententes avec des spécialistes. Quand un de nos médecins les ap-

pelle, ça ne prend pas de temps (...) C'est ça l'avantage d'un système privé », a-t-on dit. On a pris soin de préciser que ces visites prioritaires se font dans le système public, et sont par conséquent entièrement remboursées par la RAMQ.

Le président de l'Association des médecins spécialistes du Québec, Yves Dugré, reconnaît que des services de santé de ce type s'inscrivent dans une « zone grise » entre le secteur public et le privé. Il affirme toutefois qu'en général, la part occupée par le privé en santé demeure marginale. « On dit toujours qu'il y a 30 % du système de santé dans le privé, mais c'est moins de 1 % des services médicaux. C'est très important de savoir ça, dit-il. Il y a un très très petit système à deux vitesses. C'est minime. »

Les pauvres attendront !

La part totale des coûts du système assumée par le secteur privé est néanmoins importante. Selon les estimations les plus récentes de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), 24,6 % des dépenses de santé au Québec étaient assumées par le secteur privé en 2001. À cause des nouvelles sommes injectées par les gouvernements, ce pourcentage était en baisse par rapport à 25,3 % l'année précédente et 27,6 % en 1999.

Le directeur général de l'Association des hôpitaux du Québec, Daniel Adam, indique que des services de santé essentiels sont actuellement disponibles beaucoup plus rapidement dans le secteur privé. L'accès aux services de réadaptation prodigués par un physiothérapeute pour les malades qui ne sont pas à l'hôpital, par exemple. Ou des services de radiologie comme un examen d'imagerie par résonance magnétique. « Si des patients veulent avoir un scan ou une résonance magnétique à l'hôpital, les délais sont extrêmement longs. Il y a donc des cliniques privées de radiologie où tu peux avoir, moyennant paiement, un genre de fast track », explique-t-il.

La présence actuelle du secteur privé en santé ne trouble pas trop le directeur général du Conseil pour la protection des malades, Paul Brunet. « Présentement, il y a des médecins qui ne participent pas (à la RAMQ) et qui offrent des soins privés. On respecte ça. On n'est pas dans un système totalitaire où il n'y a que le système public qui est bon », dit-il.

Or, M. Brunet se méfie de ceux qui veulent accroître et officialiser la présence du secteur privé, comme l'ADQ. « On n'empêchera jamais les plus riches d'avoir certains privilèges, affirme-t-il. Mais on pense que l'État doit recouvrir et maintenir la santé au sens le plus noble qui soit et que pour ça il faut que tout le monde puisse avoir accès aux mêmes chances d'être soignés. »

Ce qui ne sera pas le cas si l'ADQ permet aux gens de payer pour certains traitements et aux médecins de travailler dans le secteur privé s'ils le désirent, estime M. Brunet. « Si les gens qui ont plus d'argent ont un meilleur accès, inévitablement, ça va refouler chez les gens qui ont moins d'argent. Autrement dit, dans le fond, avec l'ADQ, on va s'assurer que ceux qui attendent c'est juste du monde pauvre et que les plus riches n'attendent plus. »

L'ADQ fait peur aux hôpitaux

ALEXANDRE SIROIS

La façon dont l'Action démocratique du Québec souhaite accroître la place du secteur privé dans le système de santé québécois laisse perplexes les principaux acteurs du réseau, qui estiment que le secteur public va en pâtir.

« Compte tenu des contraintes qu'on vit aujourd'hui dans le secteur public et de la morosité qui existe dans le système, c'est clair que dès que les gens vont avoir une chance de gagner leur vie en dehors d'un hôpital, ils vont s'en aller ailleurs », estime le président de l'Association des spécialistes du Québec, Yves Dugré, qui craint l'exode des professionnels de la santé vers le secteur privé.

Même son de cloche du côté du président de l'Association des radiologistes du Québec, Gaétan Barrette. Il explique que même si l'ADQ promet que les médecins devront offrir un minimum de 50 % de leurs services dans le système public, cela ne suffira pas pour assurer son bon fonctionnement.

« Si c'est 50 % le chiffre que l'ADQ veut mettre sur la table, je peux vous garantir que les hôpitaux n'auront plus de docteurs ! C'est assuré. Parce que c'est trop, croit le Dr Barrette. Ce que j'ai toujours proposé c'est une participation du privé dans la mesure où le système totalement public, à l'hôpital, soit constamment bien équipé et ait les ressources appropriées. »

En outre, les médecins vont pouvoir se permettre de travailler moins d'heures chaque semaine, indique le Dr Barrette. Car au privé, ils pourront faire plus d'argent avec un moins grand nombre de patients. Autre bémol : le secteur public se retrouvera peut-être exclusivement avec les cas les plus lourds, les médecins au privé préférant se contenter des cas plus légers qui rapportent plus d'argent.

« Pour que ça fonctionne, il faut que le gouvernement puisse dire : je vous laisse faire tant de cataractes et vous laissez facturer le montant que vous voulez aux patients, mais je vous donne une liste de patients à soigner et vous n'avez pas le droit d'enlever des gens de la liste », suggère le porte-parole des radiologistes.

Effet dominos

Il n'y a pas que les médecins qui risquent de bouder le secteur public, fait remarquer le directeur général de l'Association des hôpitaux du Québec, Daniel Adam. Que dire des infirmières, dont la pénurie se fait déjà ressentir cruellement dans plusieurs hôpitaux de la province.

Quant aux médecins, M. Adam indique que ce ne sera pas seulement la rétention des effectifs qui pourrait devenir difficile pour le secteur public, mais aussi le recrutement. C'est ce que lui faisaient remarquer récemment des gestionnaires d'hôpitaux universitaires français de passage au Québec. « Là bas, certains centres hospitaliers universitaires ont vu fondre leurs activités chirurgicales, qui se sont retrouvées au privé, raconte-t-il. C'est moins intéressant pour la formation des résidents en chirurgie et c'est donc moins intéressant pour le recrutement des médecins. »

À la Fédération des médecins omnipraticiens, on ne prévoit pas non plus la fin des listes d'attente au public avec une offre de soins plus substantielle au privé. « Je pense que ce n'est pas vrai de dire qu'un électrochoc ou une révolution c'est nécessairement bon. C'est bon si c'est bien ciblé et si on s'attaque bel et bien au coeur du problème », déclare le porte-parole, Jean Rodrigue.

Or, selon lui, ce n'est pas le cas du programme adéquate en santé. Le parti de Mario Dumont y propose plusieurs solutions intéressantes, dont certaines sont déjà en application, mais il lui manque une « vision d'ensemble du fonctionnement du réseau », dont des idées sur les soins de première ligne prodigués notamment par les médecins de famille.

Sans compter que l'ADQ estime pouvoir arriver à ses fins sans rehausser le financement du réseau de la santé. De la poudre aux yeux, disent certains. « Dumont dit : on va diminuer les listes d'attente, mais on va garder le plafond des dépenses en santé à 40 % (du budget global) au Québec. Mais là, il y a une contradiction, souligne M. Adam. Ça va coûter des sous de plus pour pouvoir faire plus d'opérations de hanches, de cataractes et autres, que ce soit dans le public ou dans le privé. »



Photothèque La Presse

Qu'ils viennent de Hong Kong (notre photo), du Proche-Orient ou d'Asie du Sud-Est, certains immigrants investisseurs se font flouer par des intermédiaires sans scrupules.

PRUDENCE!

Consultants en immigration, une profession non réglementée



MARIE-FRANCE LÉGER

Les plaintes contre de soi-disant consultants en immigration

s'accumulent depuis de nombreuses années mais la profession n'est toujours pas réglementée. Ces intermédiaires se bousculent auprès des candidats au départ et surtout auprès de la clientèle d'affaires fortunée, asiatique et moyen-orientale.

Les immigrants qui le désirent peuvent s'adresser à de soi-disant consultants pour leur faciliter les formalités d'immigration. Mais quelques pommes pourries sévissent...

Le ministre Denis Coderre a fait savoir la semaine dernière qu'il voulait s'attaquer au problème et a qualifié certains de ces entremetteurs de « vautours ». Ils seraient, selon lui, désormais 3400 à travailler auprès des immigrants de la Chine continentale ou de Hong Kong. Il s'agit aussi bien de consultants et d'avocats canadiens qui font le voyage régulièrement et de recruteurs locaux. Or, pour un immigrant, comment distinguer un consultant fiable et honnête d'un escroc ?

Parmi la communauté chinoise, des histoires d'horreur font état de facturations atteignant les 50 000 \$ US et de promesses non tenues. « Il arrive aussi qu'en Chine des gens demandent de l'argent et puis ils ferment leur bureau et on n'entend plus parler d'eux », explique Xixi Li, directrice générale du Centre Sino-Québec à Brossard. « Ils leur

font des plans d'affaires qui ne valent rien », précise-t-elle, au sujet d'immigrants entrepreneurs qui ont été floués.

May Chiu, ex-avocate et directrice du Service d'aide à la famille chinoise du Grand Montréal, en a aussi entendu des vertes et des pas mûres depuis plusieurs années. Elle plaide depuis longtemps pour un contrôle plus serré des consultants en immigration. « Où est la volonté du gouvernement pour mettre un frein à ça ? » se demande-elle en griffant au passage les fonctionnaires de l'immigration qui, dit-elle, sont souvent ignorants des réalités d'affaires et des coutumes chinoises. M^{me} Chiu, souligne que ce n'est pas seulement chez les consultants qu'il faut viser, mais aussi parmi les avocats qui profitent de leur statut pour frauder les immigrants...

Pour un meilleur contrôle

M. Coderre n'est pas le premier ministre de l'Immigration à s'indigner contre des pratiques douteuses, voire criminelles et à vouloir y mettre fin. Des intervenants du milieu de l'immigration et certains

consultants eux-mêmes réclament à corps et à cris depuis des années la création d'une entité pour réglementer les agissements de leurs semblables. « Ça fait 10 ans qu'on en parle avec le fédéral. Il y avait déjà eu des ententes mais ce n'était jamais allé plus loin », déplore Daniel Mallette, longtemps cadre au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et consultant depuis une quinzaine d'années.

En attendant, les consultants ont formé, au Canada, deux associations : l'Organisation professionnelle des consultants en immigration (OPIC) et l'AICC (Association of immigration consultants of Canada). Entre 225 et 250 consultants ont joint les rangs de l'OPIC, nous explique Daniel Mallette, président de la section Québec. Les consultants qui sont membres de l'organisme sont des avocats, des anciens fonctionnaires et hauts fonctionnaires de l'immigration ou des diplomates qui connaissent les lois et la machine.

M. Mallette, par exemple, voyage de par le monde et s'adjoit les services de représentants en marketing ou de « rabatteurs » dit-on dans le jargon de l'immigration. Il défend le professionnalisme et les compétences de ses collègues. « Les vautours ça peut exister à l'étranger. Ce ne sont pas des Canadiens », lance-t-il.

Les honoraires de ces consultants



Photo MARTIN TREMBLAY, La Presse

Daniel Mallette, président de l'Organisation professionnelle des consultants en immigration, section Québec (OPIC), vante l'honnêteté de ses collègues.

varient selon la catégorie d'immigrants — et donc la complexité du dossier — et leur niveau de solvabilité... Mais, apparemment, les prix se régulent d'eux-mêmes puisque la concurrence est forte. Ainsi, pour un candidat marocain dans la catégorie « immigrant dépendant », un consultant demandera normalement entre 2000 \$ à

3000 \$ US. Quant à lui, « un homme d'affaires de Hong Kong peut très bien verser jusqu'à 6000 \$ US », souligne M. Mallette.

Du côté d'Immigration-Québec, on affirme vouloir rester neutre dans le dossier des consultants. « On n'encourage pas, mais on ne décourage pas non plus. C'est le choix du candidat », affirme Marcel Larche, de la Direction des services d'immigration à l'étranger. M. Larche a été en poste dans plusieurs bureaux du Québec à l'étranger et a eu l'occasion à ce sujet de servir des avertissements à beaucoup de candidats.

Mauvaise pour la réputation

« Ce n'est pas parce qu'il y a un consultant dans le dossier que ça ira plus vite à notre niveau, même si certains consultants font croire le contraire », a souligné M. Larche qui est adjoint à la direction. Il ajoute que les consultants font généralement du bon boulot. « Les dossiers sont bien présentés et les abus sont relativement marginaux. »

Même si cela reste le fait d'une minorité sans scrupule, les agissements douteux compromettent la réputation du pays et ont des conséquences dramatiques pour les victimes. Des immigrants portent parfois plainte contre ces profiteurs, mais ils n'ont aucun recours légal quand il ne s'agit pas d'un avocat. Et combien d'autres victimes, demeurées à l'étranger, ont dû abandonner en vain des milliers de dollars ?



Photo MARTIN TREMBLAY, La Presse

Le vice-président de Fiducie Desjardins pour le programme d'immigrants investisseurs, Marc Audet.

Courtiers et consultants : même combat

LES IMMIGRANTS ne sont pas les seuls à avoir recours aux services de consultants. Les courtiers et sociétés de fiducie aussi. Mais pas pour les mêmes raisons; ils en ont fait des partenaires dans le recrutement de riches aspirants à l'immigration.

Grâce aux consultants, les immigrants investisseurs font passer leurs avoirs, via les services d'un courtier agréé, dans les goussets du gouvernement. Résultat: entre le 8 juin 2000 et le 30 septembre 2002, 944 clients investisseurs, majoritairement Chinois, ont permis d'insuffler 34,1 millions de subventions dans des PME.

Depuis 1986, sous l'impulsion du gouvernement, les courtiers en valeurs mobilières et les sociétés de fiducie s'associent aux consultants pour le démarchage et le recrute-

ment de fonds. Les gens d'affaires étrangers et biens nantis s'inscrivent au programme des immigrants investisseurs moyennant le versement de 400 000 \$ à Investissement Québec (IQ), une somme bloquée pour cinq ans. En retour ils peuvent immigrer et recevoir la citoyenneté canadienne.

Elles sont 18 sociétés à avoir signé une entente avec IQ. Comme les autres courtiers, Marc Audet voyage souvent. « On s'est dit qu'on allait mettre sur pied un réseau d'agent, de rabatteurs pour faire la promotion du Québec. En Chine, en Russie en Afrique, on ne nous connaît pas. Mon rôle est d'obtenir des fonds de l'immigrant et qu'ils soient bien gérés », dit le vice-président du programme immigrants investisseurs chez Fiducie Desjardins.

Les consultants reçoivent une commission confortable pour leurs services, mais M. Audet n'a pas voulu s'expliquer sur des montants qui sont du domaine « privé » entre les partenaires. 10 000 \$ ou 25 000 \$? Quoi qu'il en soit, les deux groupes travaillent main dans la main et la réputation des consultants affecte forcément les autres intermédiaires que sont les courtiers.

« Une seule organisation pour les consultants qui serait accréditée pourrait permettre d'éloigner au moins quelques outsiders. Le ministre Coderre ne veut pas cibler la compétence, mais ceux qui font rapidement de l'argent sur le dos des immigrants en sachant que le candidat ne passera pas. Un code d'éthique pour les consultants serait bénéfique pour tout le monde », précise Marc Audet.

SUR LA COLLINE > QUÉBEC

Même un ami...

À L'ADQ, on trouve de tout, même un ami. Selon le grand argentier, Marcel Dutil, le pharmacien Jean Coutu serait en effet favorable à la cause de Mario Dumont. Depuis les élections complémentaires du 17 juin, l'ADQ a bien changé.

Au congrès de Drummondville, en fin de semaine dernière, le parti semblait avoir pris un soudain coup de vieux, à tout le moins, beaucoup plus de cheveux gris.

On y a entrevu nombre d'alliancistes, des ex-créditistes, d'anciens candidats libéraux provinciaux et fédéraux, ainsi que quelques élus municipaux, dont le maire de Rosemère, Yvan Deschênes. Comme militant seulement, a-t-il assuré.

LE MUTANT ADÉQUISTE

LES ANCIENS du Parti québécois étaient également bien représentés au congrès de l'ADQ. Le neveu de feu Camille Laurin, Philippe, y a fait officiellement défection, passant de candidat du PQ dans L'Assomption à candidat de l'ADQ dans Laval-des-Rapides. Le député péquiste de Papineau de 1976 à 1980, Jean Alfred, y a aussi dénoncé « l'arrogance » du gouvernement actuel. Les débats auront également été marqués par un certain esprit apparenté au Parti québécois. Samedi, on a passé de longs moments à débattre du temps d'intervention au micro, ce qui a fait dire à un loustic : « Heille, il commence à y avoir trop de péquistes à l'ADQ... »

LA CRÈME DE CHAMPIGNONS

LE BUNKER a changé de nom. Depuis quel temps, les fonctionnaires et les attachés politiques, qui occupent le bunker en lieu et place du premier ministre Landry qui siège désormais dans l'édifice historique Honoré-Mercier, ont rebaptisé le hideux bloc de béton en « boîte de crème de champignons ». Les travaux de rénovation de l'édifice datant des années 1970 ont en effet mis au jour des champignons entre les murs, là où l'eau s'était infiltrée depuis des années. La soupe a été récurée non sans avoir causé des maux de tête aux occupants en raison d'une odeur nauséabonde.

OÙ DONC EST PASSÉ RÉMY TRUDEL ?

LES OBSERVATEURS se demandent si le

ministre des Régions et des Affaires autochtones n'aurait pas été mis en tutelle dans le délicat dossier des Innus de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Non, répond-on à Québec, l'arrivée de Guy Chevrette lui permettra de se concentrer sur le Rendez-vous national des régions qui se tiendra à la mi-novembre. Mais fort curieusement, quelques jours auparavant, le souriant ministre abitibien des Régions avait été dispensé par son gouvernement d'un débat politique sur les régions, au profit d'André Boisclair, lors du congrès annuel de la FQM portant cette année sur... les régions ! Depuis, Rémy Trudel a aussi annulé à la dernière minute une mission en Europe pour se concentrer sur Murdochville !

— MARIO CLOUTIER

L'AUTRE SHEILA COPPS...

Le nationalisme de la ministre du Patrimoine canadien a maintes fois été ridiculisé, d'aucuns la réduisant à sa propension à draper le Canada entier de l'unifolié. En cela, Sheila Copps illustre un nationalisme canadien dans sa phase adolescente, non sans rappeler la puberté nationale des Québécois éminemment fleurdelisée.

Or, il y a une autre Sheila Copps, celle qui cultive l'identité plurielle des Canadiens et qui partage le leadership du débat (encore embryonnaire) sur la diversité culturelle à l'échelle internationale. Et qui se poursuit cette semaine au Cap, en Afrique du Sud.

En plus de discuter des défis de la mondialisation dans les pays en voie de développement, le Réseau international sur la politique culturelle (RIPC) y adoptera le libellé d'un organisme politique international qui pourra éventuellement favoriser la circulation équitable des productions culturelles de toutes les nations du monde.

Depuis 1998, année de la fondation du RIPC, Sheila Copps s'efforce de mobiliser un nombre croissant de ministres de la Culture afin de faire progresser cette idée de diversité culturelle qui, généralement, n'est pas l'apanage des Anglo-Saxons sur ce continent.

La ministre Copps, elle, croit fermement à la cohabitation des peuples et des cultures. Qui plus est, elle a fait siens des concepts qui, normalement, sont véhiculés par des nations non anglophones.

En cela, elle se démarque clairement de nombre de ses concitoyens ou voisins américains, qui préconisent un respect des origines culturelles de chacun à condition qu'elles soient limitées à la famille ou à la communauté.

« Cette diversité que nous reconnaissons comme essentielle dans le monde animal n'est pas moins importante que celle qui existe chez les êtres humains. Chaque culture possède sa propre sagesse et ses propres connaissances. Chaque culture interprète et perçoit les choses différemment », déclarait-elle encore le 25 septembre dernier, à l'occasion du Mondial de l'entrepreneuriat.

Demain en Afrique du Sud, l'autre Sheila Copps mènera le débat sur la création d'un instrument international permettant le maintien et l'émancipation de la diversité culturelle sur la planète. Cet instrument, il va sans dire, ne serait pas tributaire des forces du marché, donc des ententes prises par l'Organisation mondiale du commerce.

« Si nous avons suivi la politique du marché seul, il n'y aurait pas eu de tels développements culturels au Canada », souligne Sheila Copps (lors d'une récente escale montréalaise) après avoir fourni l'exemple des Britanniques qui ont longtemps dominé la musique pop internationale et qui doivent aussi faire face à l'invasion des productions culturelles américaines, notamment par le réseau de télévision musicale MTV.

Sheila Copps sait néanmoins la force économique du secteur de la culture et des communications. « Les industries culturelles au Canada, rappelle-t-elle, représentent 22,3 milliards de dollars, c'est-à-dire 7 % du produit intérieur brut. C'est actuellement la partie la plus croissante de l'économie. »

Encore faut-il à ce secteur des conditions favorables à sa croissance. À ce titre, la mise en place de lois internationales favorisant une circulation équitable des productions culturelles est fondamentale pour les petites nations qui veulent faire évoluer ce secteur économique, celui ayant connu la plus grande croissance au cours des dernières années.

Encore faut-il que ce secteur puisse rivaliser avec celui de nos voisins du Sud, qui visent plutôt une déréglementation totale des productions culturelles au même titre que les autres marchandises — sauf celles qui ne concernent pas



ALAIN BRUNET

La ministre du Patrimoine canadien est en route pour l'Afrique du Sud, où le Réseau international sur la politique culturelle, dont elle assume le leadership, se

prononcera sur le libellé d'un instrument politique international.

Ce nouvel organisme pourra éventuellement donner un cadre à la

circulation des biens culturels au-delà des considérations

mercantiles... et de l'Organisation mondiale du commerce.

SHEI-3

Not Found
SHEI-3

le marché, telles la musique classique ou la danse contemporaine. C'est pourquoi Sheila Copps espère en arriver le plus rapidement possible à un traité international que la ministre québécoise des Relations internationales, Louise Beaudoin, qualifiait récemment de « Kyoto culturel ».

À la recherche de 50 signatures

Quatre ans après sa fondation, le Réseau international sur la politi-

que culturelle a imaginé l'instrument qui permettra à ses pays membres de rendre leur vision commune de la diversité culturelle, et, de facto, réduire le pouvoir de l'OMC sur les dossiers ayant trait à la culture et aux communications. Le concept même de l'instrument de régulation préconisé par le RIPC devrait être adopté ce week-end si tout va bien.

« Nous avons créé un groupe de travail avec les Français afin de

préparer le libellé de l'instrument, explique M^{me} Copps. À l'approche de la réunion du Cap, nous voulons décrire l'instrument avec le plus de précision possible, car nous voulons rallier le plus d'États possibles à cette 5^e conférence.

« Nous voulons créer la base solide d'un instrument politique, les signatures de certains pays pour amorcer les démarches de la création. Pour avoir un instrument international, il faut avoir la signature de 50 pays.

« Le réseau regroupe actuellement 50 pays, mais plusieurs de leurs représentants n'ont pas le mandat clair de signer un tel accord. Mais nous travaillons avec des pays pour constituer une bonne base de départ. En ce sens, nous voulons rallier un minimum de dix pays — Canada, France, Brésil, Sénégal, Afrique du Sud, Chine, Tunisie, Suisse, etc. »

Et quelle forme prendra l'organisme dont le RIPC adoptera probablement les bases cette semaine ? Il n'y a pas si longtemps, l'UNESCO était dans le collimateur du RIPC, sa déclaration universelle sur la diversité culturelle (adoptée par la suite) justifiait d'autant plus son éventuelle vocation, mais le retour tout récent des Américains au sein de l'organisme remet en cause ce rôle, raconte-t-on entre les branches.

Très importants bailleurs de fonds à l'UNESCO, les Américains s'opposent au concept de diversité culturelle véhiculé par le RIPC et tiennent à ce que le cas de productions culturelles ayant un impact sur le marché soit traité à l'Organisation mondiale du commerce.

Il n'y a pas si longtemps, Sheila Copps laissait entendre que l'UNESCO faisait partie des solutions envisagées par le RIPC. À la veille de la rencontre du Cap, elle laisse entendre assez clairement que l'UNESCO serait associé de près ou de loin à l'instrument politique en tant qu'organisme de services, mais n'en serait pas le coeur.

« Le rôle de l'UNESCO, souligne la ministre, c'est certainement celui de s'occuper des questions culturelles, mais nous voulons aussi un organisme politique. Nous voulons une certaine relation entre l'instrument et l'UNESCO, mais nous voulons nous assurer que l'instrument soit capable de gérer ses dossiers politiquement. »

Et si le siège social de l'instrument était au Canada ? Peu probable, croit Sheila Copps. Stratégiquement, pense-t-elle, ce ne serait pas rentable. « J'ai peur qu'on pense que le Canada tente de le récupérer. »

En fait, il est beaucoup plus possible que l'organisme s'installe en Europe, à Paris, plus précisément. D'autres sources nous apprennent que le ministre français de la Culture, Jean-Jacques Aillagon, préparerait actuellement le terrain afin de réaliser l'arrimage de l'éventuel instrument politique de la diversité culturelle et de l'UNESCO. Ainsi, ce nouvel instrument pourrait directement bénéficier des services de l'organisme.

Laisser le temps au temps !

Encore faut-il que cet instrument puisse avoir le pouvoir de régler à l'échelle internationale. Encore faut-il la ratification de 50 États.

« Je suis souvent impatiente, admet Sheila Copps, j'aimerais bien qu'on procède rapidement, mais il faut du temps. Je crois néanmoins que les 50 ratifications permettant à l'instrument de faire force de loi pourra être atteint d'ici deux ans. Mais nous sommes encore aux débuts de la mobilisation. Lorsque, par exemple, les professionnels de la culture joindront leurs voix lors d'une Rencontre internationale à Paris (en février prochain), une autre impulsion sera donnée au mouvement.

« Cette lutte, en fait doit être menée par les gouvernements et par les associations de professionnels de la culture qui peuvent faire pression auprès de leurs gouvernements. La société civile sera aussi déterminante dans le débat. »

« Je trouve très gratifiant, conclut Sheila Copps, qu'à partir d'une idée forte, nous ayons pu poser les bases d'un tel organisme international en quatre ans. »

En cela, la ministre du Patrimoine canadien espère que l'éventuel instrument politique de la diversité culturelle participe d'une mondialisation plus civilisée, qui va bien au-delà des lois « naturelles » du marché.

Photo BERNARD BRAULT, La Presse

CARNET DE L'ÉTRANGER > ÉTATS-UNIS

Silence, on vit à New York!

APRÈS LA CIGARETTE, le maire de New York, Michael Bloomberg, a décidé de s'attaquer au bruit, un fléau avec lequel les citoyens de la mégapole américaine doivent composer 24 heures sur 24. Au début d'octobre, le successeur de Rudolph Giuliani a en effet dévoilé une série de mesures visant à diminuer le niveau de décibels dans 24 quartiers new-yorkais particulièrement bruyants la nuit, dont le Lower East Side et Greenwich Village, à Manhattan. Des amendes allant de 45 \$ à 25 000 \$ seront notamment imposées aux individus ou commerces (généralement des bars ou des restaurants) qui nuiront à la qualité de vie des résidents. L'opération, baptisée *Silent Night*, visera particulièrement les alarmes de voiture qui se

font entendre pendant des heures sans raison véritable. «Nous saisissons les voitures, a déclaré le responsable de l'opération. Les gens finiront par comprendre le message.»

PAUVRE COLIN

LE CHANTEUR Harry Belafonte, connu mondialement pour son interprétation de la chanson *Day-O (The Banana Boat Song)*, n'est pas un fan de Colin Powell, le secrétaire d'État américain. Mardi, dans le cadre d'une entrevue radiophonique, il a accusé Powell d'être traître à la cause des Noirs. «À l'époque de l'esclavage, il y avait les esclaves qui vivaient sur la plantation et ceux qui vivaient dans la maison du maître, a dit Belafonte. Vous jouissiez du privilège de vivre

dans la maison du maître si vous serviez celui-ci comme il le désirait. «Colin Powell veut vivre dans la maison du maître. Quand il osera dire au maître quelque chose que celui-ci ne voudra pas entendre, il sera renvoyé sur la plantation.»

SAGES LES AMÉRICAINES...

LES TAUX d'avortement ont chuté de façon significative aux États-Unis dans la deuxième moitié des années 1990, particulièrement chez les adolescentes. Le taux a chuté de 11% entre 1994 et 2000, passant de 24 à 21 avortements pour chaque tranche de 1000 femmes en âge de procréer, selon une étude réalisée par l'Institut Alan Guttmacher. Chez les adolescentes, pendant ce temps, le taux a

connu une diminution spectaculaire de 39%, passant de 24 à 15 avortements pour chaque tranche de 1000 filles. Selon les experts, cette baisse est due à une meilleure connaissance des moyens de contraception et à une peur des maladies qui réduit l'activité sexuelle.

UN HOMME DÉCIDÉ

CHARLES HAFFEY, un résident de la Floride, voulait changer de nom et se faire appeler Dieu. Un juge a refusé sa requête. Son deuxième choix a cependant été accepté. Haffey, un vétéran de la guerre du Vietnam, est désormais connu sous le nom de I Am Who I Am...

— RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

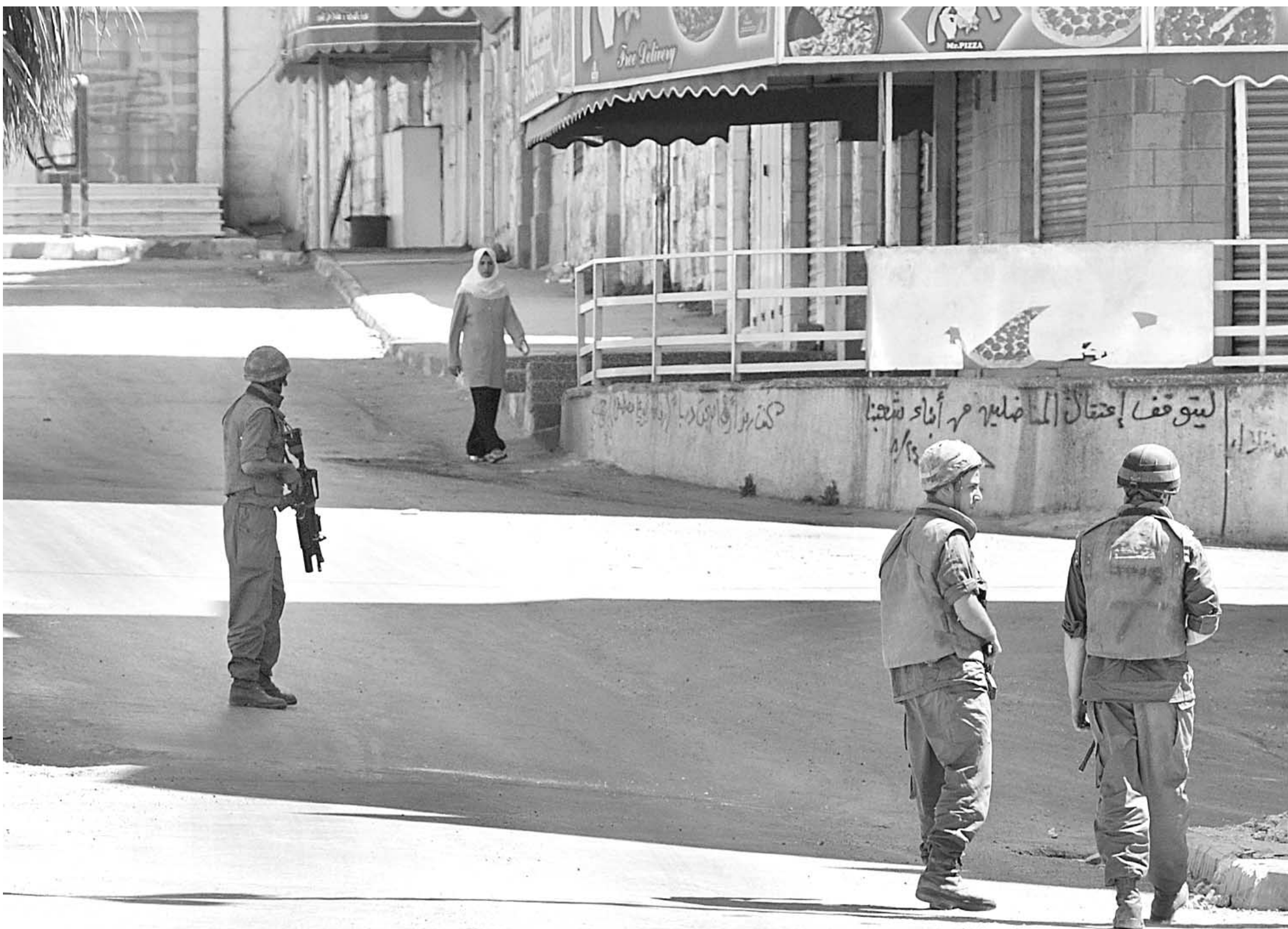


Photo NewsCom

Comme des milliers de femmes de Cisjordanie, cette Palestienne a décidé de reprendre le contrôle de sa vie après avoir été confinée dans sa maison pendant des mois de couvre-feu. Trois soldats israéliens hésitent entre laisser-faire et intervention musclée.

L'INTIFADA DES CASSEROLES



AGNÈS GRUDA

De plus en plus de Palestiniens remettent en question le recours à

la violence. Au lieu de les aider, Israël leur met des bâtons dans les roues.

Tout a commencé le samedi 21 septembre, vers minuit. L'armée israélienne qui assiégeait le quartier général de Yasser Arafat, à Ramallah, venait d'avertir les habitants d'un immeuble voisin qu'elle avait l'intention de faire sauter leur maison et qu'ils disposaient de 15 minutes pour évacuer les lieux.

L'avertissement, relayé par la télévision locale, a eu l'effet d'un électrochoc. Dans un mouvement spontané, des centaines de Palestiniens ont afflué vers le square Manara — la place centrale de Ramallah. Puis, malgré le couvre-feu, malgré la présence menaçante des tanks, le groupe a défilé jusqu'aux petites heures du matin dans les rues de la ville.

Au lieu de gamins armés de roches, la foule était composée en grande partie de femmes éclairées à la bougie, qui frappaient à coups de casseroles et de cintres sur les poubelles et les clôtures de métal. Plusieurs n'avaient pas hésité à traîner leurs enfants au milieu de la nuit, défiant le danger.

«Le tintamarre des casseroles avait un effet thérapeutique, écrit la seule journaliste israélienne à habiter dans les territoires occupés, Amira Hass. Il permettait de faire sortir la tension accumulée depuis deux ans. Les gens se réjouissaient et souriaient comme si l'ONU venait de décréter la création de l'État palestinien.»

Les manifestations nocturnes se

sont poursuivies, nuit après nuit, jusqu'à ce que l'armée recule aux confins de la ville sans que Yasser Arafat ne livre les hommes recherchés par Israël. Même s'ils savent que les pressions américaines y ont été pour beaucoup dans le départ des tanks, plusieurs Palestiniens y voient le résultat de leurs concerts de casseroles. Alors, par un effet de contagion, le mouvement s'est étendu à Naplouse, Tulkarem, Bethléem...

Tournant historique

Pour le journaliste palestinien Daoud Kuttab, la nuit du 21 septembre a marqué un tournant historique. C'est là qu'ont été accomplis les premiers pas d'une «troisième Intifada» — soulèvement marqué par une résistance non violente contre le carcan de l'occupation militaire.

Quand elle a vu la manif à la télévision, Nuha Musleh, une mère de famille de Ramallah, a pleuré d'émotion. «Ceux qui manifestaient n'étaient pas les chebabs habituels. Ce n'étaient pas des militants. C'étaient des femmes qui n'en peuvent plus de voir que pour une troisième année consécutive, leurs enfants sont incapables d'aller normalement à l'école», a-t-elle confié à *La Presse*.

En sortant dans la rue, ces femmes et ces hommes reprenaient le contrôle de leur vie, après avoir été confinés dans leurs maisons pendant des mois de couvre-feu, af-

firme Nuha. Plus que ça : pour Daoud Kuttab, le peuple palestinien s'est ainsi «réapproprié» un mouvement de révolte passé de plus en plus sous le contrôle de milices armées.

Les gestes de défi se sont multipliés depuis deux semaines. Le couvre-feu a été levé à Ramallah, mais plusieurs villes de Cisjordanie y sont toujours soumises. Mais leurs écoles gardent leurs portes ouvertes. Et les parents laissent les enfants y aller, même si l'armée interdit toute présence dans la rue. C'est dangereux : la semaine dernière, à Naplouse, deux élèves sont tombés sous des tirs israéliens. Mais les Palestiniens refusent désormais de se cloîtrer chez eux en attendant le départ des chars.

Le mouvement, né dans un esprit de soutien à Yasser Arafat, s'est transformé en une vague de résistance contre les conditions de vie impossibles dans les territoires occupés. «Chaque jour, 500 000 Palestiniens subissent le couvre-feu militaire pendant la majeure partie de la journée, ou la journée entière», écrit la Banque Mondiale dans un rapport publié à la fin septembre. Naplouse n'a connu que 83 heures sans couvre-feu depuis le mois de juin, apprend-on dans le même document. Et deux tiers des Palestiniens vivent sous le seuil de la pauvreté.

Le Fatah a bien tenté de s'approprier la paternité de cette «Intifada des casseroles». Mais selon Daoud Kuttab, même s'il y a eu des tentatives de manipulation, le mouvement est né spontanément d'un ras-le-bol généralisé.

Une méthode parmi d'autres

Selon les sondages, plus des deux tiers des Palestiniens approuvent l'idée d'une résistance pacifique. Mais attention : cela ne signifie pas pour autant qu'ils condamnent les attentats suicide en Israël.

La vaste majorité (90%) approuvent la violence lorsque celle-ci est

dirigée contre les colons et l'armée israélienne, démontre la plus récente enquête du Centre de recherche sur l'opinion publique palestinienne. Selon cette même enquête, l'appui aux attentats contre les civils demeure très élevé dans les territoires occupés : 52%. C'est beaucoup. Mais ça reste beaucoup moins qu'il y a un an, alors que 76% des Palestiniens des territoires occupés soutenaient les terroristes kamikazes.

«Deux millions de personnes vivent sous la menace des couvre-feux. Cela crée un sentiment de colère, le besoin de vengeance est immense», explique Khalil Shikaki, directeur du centre de recherche. Reste qu'en voyant où la dernière révolte armée les a conduits, de plus en plus de Palestiniens remettent en question les méthodes utilisées par leurs leaders. Le doute est fondé souvent sur des raisons stratégiques plutôt que morales. Reste que ce débat est de plus en plus sur la place publique.

Au printemps dernier, un groupe d'intellectuels palestiniens a fait publier une lettre réclamant l'arrêt des attentats suicide. Puis, la remise en question s'est étendue aux cercles politiques. En mai, un ministre de l'Autorité palestinienne, Nabil Amer, a remis sa démission avec fracas. «La justesse de notre cause justifie-t-elle ce chaos?» demandait-il dans une lettre publique à Yasser Arafat. «Les Palestiniens doivent reconnaître leurs erreurs. Nous devons dialoguer avec le Jihad islamique et le Hamas pour leur demander sincèrement une période de calme, afin de panser nos

plaies et restaurer notre maison détruite.»

D'autres voix se sont jointes à cet appel. Celle de Samie Al-Macharaoui, un responsable du Fatah (parti de Yasser Arafat) dans la bande de Gaza. Celle du ministre de la Sécurité, Abdel Razak Yehiyeh. Mais surtout, celle du numéro 2 de l'OLP, Abou Mazen. «Les Palestiniens ont commis beaucoup d'erreurs, dont celle de prendre les armes contre Israël», déclarait-il récemment à la télévision libanaise.

Plusieurs de ces critiques sont issues du mouvement des «réformateurs» palestiniens qui souhaitent démocratiser l'Autorité palestinienne et limiter les pouvoirs présidentiels de Yasser Arafat en le forçant à partager ses responsabilités avec un premier ministre. Pour l'instant, Abou Mazen est le principal candidat à ce futur poste.

Au moment où le monde commémorait le premier anniversaire des attentats du 11 septembre, ces réformateurs ont menacé le gouvernement palestinien d'un vote de non-confiance, forçant le cabinet ministériel à démissionner en bloc. Des commentateurs ont qualifié l'événement de «quasi-putsch». Mais quelques jours plus tard, à la suite d'un nouvel attentat, l'armée israélienne a lancé la pire attaque contre le quartier général de Arafat. Elle a même fait flotter le drapeau israélien sur la Muqataa. Du coup, critiques et réformateurs ont resserré leurs rangs derrière le chef menacé.

Ce qui fait dire à Khalil Shikaki : «Sharon est le meilleur ami de Yasser Arafat, son cadeau des dieux...»

«Le tintamarre des casseroles avait un effet thérapeutique. Il permettait de faire sortir la tension accumulée depuis deux ans.»

MASHTEUATSH, UNE COMMUNAUTÉ MONTAGNAISE PROSPÈRE



En bordure du lac Saint-Jean, à quelques kilomètres de Roberval, la communauté des Montagnais ou Innus (Innuat) de Mashteuatsh s'est prise en main et connaît un essor économique qui fait bien vivre ses membres, faisant oublier l'image de l'Amérindien miséreux et loqueteux. Le succès passe notamment par une usine de fabrication de cigarettes.

MASHTEUATSH — Au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, on considère la communauté amérindienne de Mashteuatsh, passablement métissée, comme l'une des cinq communautés les mieux administrées au pays.

Quelque 2000 personnes vivent à Mashteuatsh et pour la plupart y travaillent, tandis qu'environ 2500 autres Montagnais qui en sont issus vivent hors réserve, parce qu'ils ont un emploi à Chicoutimi ou même à Québec ou ailleurs.

L'agglomération, longtemps connue sous le nom de Pointe-Bleue, porte le nom de Mashteuatsh depuis 1983, après que la population en eut décidé ainsi par vote référendaire. Elle s'étend sur 1306,3 hectares.

Le Conseil de bande, constitué du chef Clifford Moar et de huit conseillers, gère les affaires de la

communauté. Ses membres sont élus pour trois ans et le fonctionnement de ce conseil ressemble à l'organisation d'un gouvernement provincial. Il administre un budget annuel de plus de 32 millions, provenant principalement du ministère des Affaires indiennes. Chaque conseiller est responsable, un peu à la façon des membres d'un Conseil des ministres, d'un certain nombre de dossiers: l'éducation, le développement de la main-d'œuvre, le développement public, le patrimoine, la culture et le territoire, les services administratifs, la santé, les services sociaux et les loisirs, les travaux publics et l'habitation.

Selon le conseiller Alain Nepton, responsable des négociations avec le gouvernement, le seul qui détienne un poste rémunéré à plein temps avec le chef Moar, l'économie de Mashteuatsh repose essentielle-

ment sur les services, le commerce, le tourisme et l'industrie, ainsi que sur l'art et l'artisanat. La réserve compte 87 entreprises dont une compagnie de transport aérien, des services de transport routier, d'excavation, de camionnage, de construction, de foresterie et de mécanique automobile, une scierie et une usine de fabrication de cigarettes. Il y a des restaurants, des dépanneurs, des marchés d'alimentation, des services de taxi, une caisse populaire, un cabinet d'avocats et de médecins, comme dans toute société moderne.

Producteurs d'électricité

Si Hydro-Québec est le fournisseur d'électricité de la communauté, celle-ci fournit également la société d'État en énergie électrique, à partir d'une minicentrale d'une capacité de 9,9 mégawatts établie sur la rivière Mistassibi, à proximité de Dolbeau.

« Nous avons un contrat de 20 ans renouvelable avec Hydro-Québec. Il nous en a coûté 25 millions pour construire la centrale. On rembourse un emprunt de 17 millions tandis que l'électricité vendue rapporte environ 2,5 millions annuellement. On estime qu'il faudra 20 ans pour amortir les coûts », explique Alain Nepton.

L'initiative de se lancer dans un tel projet vient du Conseil de bande. « On voulait avoir une source de revenu fiable pour les générations futures », dit-il.

Cette minicentrale, située à quelque 50 kilomètres de Mashteuatsh, emploie trois ou quatre personnes, des gens de la réserve, selon la période.

Pour les environnementalistes qui pourraient s'étonner de voir les

autochtones embrasser ce genre d'activités, Alain Nepton précise qu'il s'agit d'une centrale au fil de l'eau. « Au lieu de créer un réservoir, qui inonde les terres comme à Manic 5 et LG2, il s'agit d'un procédé qui consiste à filtrer l'eau qui passe », précise-t-il.

Cela n'est qu'un exemple du dynamisme économique qui caractérise cette réserve. On y compte 87 entreprises comparativement à 53 dix ans plus tôt. De ce nombre, 38 entreprises ont une existence de dix ans et plus, tandis que 26 autres ont entre cinq ans et dix ans de vie. Selon la Société de développement économique ILNU, une quarantaine d'entreprises privées, soit 49 %, déclarent un chiffre d'affaires supérieur à 75 000 \$ par année, tandis qu'une dizaine dépassent le million. En tout, près de 800 personnes ont un emploi à Mashteuatsh même. Pas plus d'une trentaine de familles vivent de la chasse et de la pêche, tandis qu'on recense un seul agriculteur dans les limites de la réserve. Il a même dû acheter des terres hors réserve pour rentabiliser sa ferme.

Le Conseil de bande est l'employeur le plus important, 323 personnes étant à son service. De ce nombre, 282 sont des autochtones, soit 77 %. Les femmes occupent 221 de ces postes. L'entreprise privée, pour la plupart des petites entreprises, procure 468 emplois, dont 389 sont occupés par des autochtones. De ce nombre, 185 sont des femmes, selon les chiffres fournis par le SDEI.

Mais il n'empêche que le chômage y sévit dans une proportion de quelque 20 % en été et de 35 % et plus en hiver. « C'est trop, mais il y a des communautés autochtones

où le chômage atteint parfois 100 % de la main-d'œuvre disponible. »

Les jeunes, l'alcool et la drogue

Certaines communautés autochtones, situées plus au nord, n'ont pu cacher, ces dernières années, les problèmes aigus qu'elles éprouvaient avec la consommation de drogues et d'alcool par les jeunes.

Mashteuatsh a aussi ses problèmes, mais ils n'ont aucune commune mesure avec les cas pitoyables qui ont été montrés à l'écran.

« Chez nous, ce problème n'est guère plus important que dans n'importe quelle petite municipalité du Québec. Il est comparable », souligne Alain Nepton.

Il explique cela par les liens développés entre la police autochtone, la GRC et la Sûreté du Québec. « Contrairement à d'autres communautés autochtones, nous n'avons vu aucun problème à laisser agir ces corps policiers chez nous. C'est ce qui a permis de contrôler le problème. Il y a eu plusieurs descentes, des arrestations. Ce qui compte pour nous, c'est la qualité des services offerts à la population », ajoute le conseiller Nepton.

Parmi les commerces de la réserve, il y a des dépanneurs qui vendent de la bière et du vin, comme partout ailleurs. On les a autorisés à la suite d'un référendum qui penchait à 60 % en leur faveur. Mais tout est remis en question aujourd'hui, une forte partie de la population préférant qu'on en revienne à l'interdiction. « Pour le moment, on laisse porter. On se dit que les gens vont s'habituer. »

Quant aux hôtels, bars ou brasseries, il n'en est pas question. « Nous craignons trop les conséquences sociales », explique M. Nepton.



Alain Nepton, conseiller responsable des négociations gouvernementales pour le Conseil montagnais du Lac-Saint-Jean.

Des ententes pour assurer l'avenir

MASHTEUATSH — La Société de développement économique ILNU (SDEI), fondée par les gens d'affaires de la réserve à la fin de l'année 2000 sous l'impulsion du Conseil de bande, a pour mission de développer des projets pour assurer la vitalité économique de la communauté.

L'organisme, dont le conseil d'administration compte cinq entrepreneurs et deux politiciens ou membres de l'exécutif du Conseil de bande, fonctionne avec un budget de base de 244 500 \$ provenant justement du Conseil de bande.

Colette Robertson, directrice générale, explique que la SDEI s'est d'abord livrée à un exercice de planification dont ont surgi un certain nombre de priorités, la première étant d'accroître le développement touristique.

Pour mettre toutes les chances de son côté, la Société a embauché un spécialiste, Jeanmot Tremblay, un non-autochtone qui assure depuis le 4 mars la coordination de l'équipe. Un premier projet a pour ainsi dire été mené à terme. Il s'agit d'une entente stratégique convenue avec le Zoo de Saint-Félicien, situé à une quinzaine de kilomètres de Mashteuatsh, et qui accueille

chaque année plus de 200 000 visiteurs.

« Nous nous intéressons déjà à l'industrie touristique, mais nous n'avions jamais pris la place que nous aurions dû prendre », explique M^{me} Robertson.

« Ce premier projet, nommé le Centre de conservation de la biodiversité boréale, amène la communauté montagnaise à gérer le volet autochtone développé par le Zoo parmi ses attractions, mais en s'assurant que l'authenticité soit respectée », précise la directrice générale de la SDEI.

Il s'agit d'un projet pilote qu'on qualifie d'alliance stratégique. C'est un exemple des alliances qu'on veut établir dans les autres secteurs économiques.

M^{me} Robertson souligne que les entreprises privées, au nombre de 87, ont créé plus d'emplois au cours des dix dernières années que le plus gros employeur, le Conseil de bande, soit 170 emplois de plus.

Cette vitalité économique, estime-t-elle, on la doit grandement aux femmes de la communauté, qui se sont instruites et qui aujourd'hui gèrent beaucoup de petites entreprises.

Tabac A.D.L. fait des jaloux

Le seul fabricant autochtone de cigarettes reconnu par Ottawa



Tabac A.D.L. emploie plus de 150 travailleurs à son usine de transformation du tabac et de fabrication de cigarettes de Mashteuatsh. On dénichette d'abord le tabac qu'on dirige ensuite vers la chaîne de production. Après quoi, on procède évidemment à l'emballage des cigarettes.



MASHTEUATSH — La réserve de Mashteuatsh abrite une usine de tabac et de fabrication de cigarettes — Tabac A.D.L. — qui fait vivre plus de 150 travailleurs, autochtones ou non.

Le nom de la compagnie est tiré de la première lettre du prénom de chacun des trois frères qui en sont propriétaires, Alain, Donald et Luc Paul.

« Nous n'embauchons pas un travailleur parce qu'il est Montagnais. Nous ne faisons pas la charité, nous faisons des affaires pour faire des affaires. Alors, nous engageons quelqu'un parce qu'il est compétent », précise d'entrée de jeu le président de la compagnie, Alain Paul.

Fondée en 1993, l'usine fait aujourd'hui des affaires au Québec, dans les Maritimes et, depuis un an, en Ontario où plus

trois frères Paul. Il les a approchés pour les intéresser à l'industrie du tabac.

« Ça n'avait rien d'évident. C'était la période où fleurissait la contrebande des cigarettes. Et on se disait que les multinationales occupaient tout le terrain et qu'il n'y avait pas de place pour se lancer dans ce marché. Néanmoins, nous avons commandé des études pour évaluer le marché. »

Cet homme d'affaires a aidé les trois frères à se lancer dans le commerce du tabac. « Nous avons acheté les entreprises Yan et Kim et Marco Tobacco, cette dernière à Saint-Laurent (Montréal) », raconte M. Paul.

Yan et Kim distribuait du tabac en feuilles sous les marques Suprême et Bellefeuille, au Québec. C'est en 1995 que Tabac

« Nous n'embauchons pas un travailleur parce qu'il est Montagnais. »

A.D.L. a développé la fabrication des cigarettes.

Les frères Paul ont développé « des produits naturels », assure le président. « Il n'y a aucun agent de conservation, aucun additif chimique dans nos produits », assure

Alain Paul. Il explique que Tabac A.D.L. fabrique des produits qui se situent entre le bas de gamme et celui des multinationales. A.D.L. prend de plus en plus de place sur le marché, parce que leurs coûts de transformation sont bien sûr moins élevés que ceux des grandes compagnies. Les trois frères Paul ne fabriquent pas de tabac à pipe et ne touchent pas plus au tabac en feuilles qu'au tabac haché. Ils produisent, à partir de récoltes provenant d'Ontario, de la région de Joliette et des États-Unis, 14 sortes de cigarettes, qui portent généralement le nom de Suprême et de Bailey's.

Souignons que l'entreprise ne jouit d'aucune faveur fiscale et que ses produits sont pourvus des mêmes taxes que ceux des grandes multinationales, où

qu'ils soient vendus, dans une réserve amérindienne où n'importe où ailleurs. L'acheteur, lorsque c'est un autochtone, paie ses cigarettes au même prix que tout le monde, mais grâce au numéro de bande qui lui est octroyé, il fait une demande de remboursement des taxes aux deux gouvernements. Tout comme pour l'essence ou autres produits.

À un certain moment, un homme d'affaires qui exploitait un commerce de tabac en feuilles, à Métabetchouan, observait la croissance des entreprises des



La partie la plus ancienne de la réserve avec vue sur le lac Saint-Jean, une mer intérieure imprévisible. L'avenir de Mashteuatsh, c'est ses enfants. À droite, la jeune Roxanne Laurin s'en donne à cœur joie dans les balançoires d'un terrain de jeux de Mashteuatsh pendant qu'à côté, un groupe de jeunes ont pris d'assaut un carrousel.



Tout pour sauver la langue montagnaise

MASHTEUATSH — La langue montagnaise, plus sûr moyen de protéger la culture originale des autochtones de Mashteuatsh, est de plus en plus utilisée entre Innus.

Non seulement quelque 25 % des adultes de la réserve parlent-ils encore couramment cette langue, mais elle est à refait surface dans le programme scolaire, dès la maternelle, l'an dernier et on renouvelle l'expérience cette année.

Selon Colette Robertson, directrice générale de la Société de développement industriel ILNU, il s'agit de classes d'immersion. Une expérience semblable avait été tentée sans succès au début des années 80 et elle avait ensuite été abandonnée. Cette fois, on entend poursuivre ce programme.

Si un grand nombre de ces Amérindiens ont un nom à consonance anglophone, comme Moar, Nepton,

Robertson, Gill, il n'en reste pas moins qu'à peu près tout le monde parle le français comme vous et moi, tout au plus avec l'accent du Lac-Saint-Jean.

Cette langue autochtone est quand même vivante à Mashteuatsh pour qui en visite le magnifique musée qui permet de partager une culture intimement liée au territoire, le Nistassinan. C'est une histoire millénaire que celle des Pekukamliinuatsh (Montagnais du lac Saint-Jean).

Des projections y permettent un contact avec cette langue, qu'on entend aussi sur les ondes d'une station de radio locale (CHUK-FM), établie il y a plus de 20 ans, où des animateurs autochtones dispensent de l'information locale et commentent l'actualité régionale et nationale.

Reportage photographique
ALAIN ROBERGE, La Presse

Lamarche

LES IDÉES CLAIRES,
dès 9 h 30.



CKAC 730



LE GRAND BULLETIN,
dès 11 h 30.

Léveillé

Le sociologue suisse Jean Ziegler, en guerre contre la mondialisation

Agence France-Presse

GENÈVE — La planète n'a jamais été aussi riche et le nombre d'affamés aussi important, relève-t-il dans son ouvrage dédié à Carlo Giuliani — le jeune italien tué par un carabinieri alors qu'il attaquait un véhicule de la police le 21 juillet 2001 lors du sommet du G-8 à Gènes — et au sociologue français Pierre Bourdieu décédé en janvier dernier.

« Pour la première fois de son histoire, l'humanité jouit d'une abondance de biens », relève-t-il dans son ouvrage dédié à Carlo Giuliani — le jeune italien tué par un carabinieri alors qu'il attaquait un véhicule de la police le 21 juillet 2001 lors du sommet du G-8 à Gènes — et au sociologue français Pierre Bourdieu décédé en janvier dernier.

Pour autant, ajoute-t-il, la faim, la soif, les épidémies et la guerre « détruisent chaque année plus d'hommes, de femmes et d'enfants que la boucherie de la seconde guerre mondiale pendant six ans ».

Ce déséquilibre, plaide Jean Ziegler, est d'autant plus saisissant que « la terre pourrait nourrir normalement 12 milliards d'êtres humains », alors que « la faim persistante et la sous-alimentation chronique (...) sont dues à l'ordre meurtrier du monde ».

C'est pourquoi, assène-t-il, « quiconque

meurt de faim est victime d'un assassinat ».

Cet état de fait ne doit rien au hasard, souligne-t-il. Il résulte d'une alliance tenace entre « les oligarques et leurs mercenaires » que sont les grands industriels ayant réussi à imposer à la planète leur vision du monde, pour leurs plus grands profits.

« Mus par une volonté de puissance, une cupidité et une ivresse de commandement sans limites, ils défendent bec et ongles la privatisation du monde », écrit Jean Ziegler.

L'analyse qui se veut minutieuse de cet état du monde doit inciter à la révolte, à la révolution, et permettre de « fournir des armes pour le combat », espère le bouillant sociologue, à la retraite de l'université de Genève depuis mai dernier.

Jean Ziegler, qui au sein de l'ONU occupe la fonction de rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme pour le droit à l'alimentation, vient de refuser le « prix Kadhafi pour les droits de l'homme » dont il a pourtant été l'un des créateurs au début des années 80.

Ce prix, doté cette année de 750 000 dollars, a été attribué à 13 lauréats parmi lesquels le Français Roger Garaudy, ex-communiste converti à l'islam, condamné par la justice pour avoir nié l'existence des chambres à gaz.

Plan de protection marine en Europe

Agence France-Presse

BRUXELLES — La Commission européenne a présenté hier un plan d'action visant à améliorer la protection et la conservation des écosystèmes marins européens, et à promouvoir une utilisation durable des ressources marines.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des engagements pris au récent sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg, concernant notamment la pêche et la protection du milieu marin, a précisé la Commission.

Le programme définit 14 objectifs, présentés comme « ambitieux » et assortis d'une date d'achèvement dans plusieurs cas. Le document propose, pour atteindre ces objectifs, une série d'actions que la Commission engagera seule ou en commun avec d'autres organisations internationales.

Parmi les objectifs fixés, le plan de l'UE prévoit par exemple de prévenir la pollution par les substances radioactives d'ici à 2020, d'éliminer la pollution par les déchets d'ici à 2010, de supprimer progressivement tous les rejets d'hydrocarbures d'ici à 2020 et d'éliminer les problèmes d'eutrophisation d'origine humaine d'ici à 2010.

Le plan concerne aussi l'amélioration de la gestion de la pêche, la qualité des aliments d'origine marine et la réduction des incidences de la navigation sur l'environnement.

« L'état global du milieu marin est peu satisfaisant. Nous ne pouvons pas continuer à surpêcher ni à faire comme si les océans étaient un puits sans fond dans lequel nous pouvons déverser aveuglément déchets, hydrocarbures et substances chimiques toxiques », a souligné dans un communiqué la commissaire européenne à l'Environnement, Margot Wallström.

Pour des chauffe-eau de qualité...

« Les
HydroSolutions,
j'achète! »

Louez ou achetez un chauffe-eau

Fabriqué exclusivement pour Hydro-Québec

AVANTAGES

- plus résistant à la rouille
- fournit plus d'eau chaude qu'un chauffe-eau standard
- éléments électriques de qualité pour réduire les bris

Location de chauffe-eau

à compter de

6⁹⁹\$

par mois

Installation comprise¹

Vente de chauffe-eau

à compter de

459\$

Installation comprise¹

Aussi offerts :

Appareils de chauffage centraux à air chaud ou à eau chaude

Pour tout renseignement, appelez le

514 ÉNERGIE
(363-7443)

du lundi au vendredi de 8 h 30 à 18 h.

¹ Ces prix ne comprennent pas les taxes. Il n'y a aucuns frais supplémentaires si l'installation actuelle est conforme aux normes en vigueur et qu'elle ne nécessite aucune modification ou de conversion de système.

Note: Le service est limité à certains secteurs. Informez-vous auprès d'Hydro-Québec pour savoir s'il est offert dans le vôtre.

RBQ: 8109-7594-22

Hydro Québec



Cessez de rêver

Nouvelle Golf CL

à partir de

17 950\$*

ou **259\$** par mois**
0\$ d'acompte

4 portes • Siège conducteur inclinable à hauteur réglable • Freins à disque ABS aux 4 roues • Banquette arrière rabattable et divisée 60/40 • 4 coussins gonflables • Garantie pare-chocs à pare-chocs de 4 ans ou 80 000 km

vw.com

Êtes-vous fait
pour Volkswagen? 

50 ANS
VOLKSWAGEN
CANADA

* L'offre s'applique à une Golf CL 2003 de base, 5 vitesses, neuve. Transport, préparation, taxes, immatriculation et assurances en sus. Concessionnaire peut vendre à prix moindre.

** L'offre s'applique à une Golf CL 2003 de base, 5 vitesses, neuve, pour une location d'une durée de 48 mois. Aucun acompte ni dépôt de garantie requis. Transport inclus. La première mensualité de 259\$ est requise à la transaction. Préparation, immatriculation, assurances et taxes en sus. Taxe d'accise de 100\$ sur climatiseur offert en option. Frais de 0,12\$ du km additionnel après 80 000 km. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance. Volkswagen Finance est une division de Crédit VW Canada inc. Offre valable pour un temps limité chez les concessionnaires Volkswagen du Québec seulement. Ne s'applique qu'aux particuliers et que pour un usage personnel et non commercial. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre.

Remise de 750\$ pour nouveaux diplômés collégiaux et universitaires. Certaines conditions s'appliquent. Et comme la Golf est si précieuse, nous avons même buriné 25 de ses composantes.

Vous possédez un
BAC
en sciences
ou en génie...

Vous avez
le profil!

Certificat en optique-photonique

Le certificat en optique-photonique est le seul programme de perfectionnement universitaire en Amérique du Nord qui s'adresse aux diplômés désireux de faire carrière en optique-photonique. Dans le cadre de ce programme, les participantes et les participants reçoivent une formation scientifique théorique et pratique, axée principalement sur la physique et les télécommunications optiques. Ce certificat est offert à Québec, à Montréal et en Outaouais.

Cours et horaire (automne, hiver et été)

Pour connaître la liste et l'horaire des cours disponibles, visitez notre site Internet au www.fsg.ulaval.ca (cliquez sur « Formation continue » et suivez les informations sur le certificat en optique-photonique).

Admission et inscription

Direction de la Faculté des sciences et de génie
À l'attention de M. Marc Gariépy
Pavillon Vachon, local 1033
Université Laval, Québec (Québec) G1K 7P4
Téléphone: (418) 656-2131, poste 7005
Télécopieur: (418) 656-5902
Courriel: Marc.Gariepy@fsg.ulaval.ca

Des soirées d'information auront lieu à :

- Montréal le 22 octobre à 19h à l'Institut international des télécommunications
- Outaouais le 12 novembre à 19h à l'Université du Québec en Outaouais

Veillez confirmer votre présence.

Renseignements

Lucie Blouin
Pavillon Alexandre-Vachon, local 0844
Téléphone: (418) 656-2131, poste 12749
Téléphone sans frais: 1 877 785-2825, poste 3202
Télécopieur: (418) 656-2336
Courriel: Lucie.Blouin@fsg.ulaval.ca

Le plaisir, c'est une science!



3096546A



Photo AP

Carambolage monstre au Wisconsin

Un carambolage impliquant deux douzaines de véhicules a fait au moins cinq morts et 34 blessés, dont huit gravement atteints, hier matin, à Cedar Grove, dans l'État du Wisconsin. Le brouillard a vraisemblablement joué un rôle dans ce carambolage, selon les autorités. Parmi l'amas de véhicules figuraient un semi-remorque transportant du dioxyde de carbone, une remorque transportant du bétail, plusieurs camions et une automobile complètement écrasée entre deux camions.

Une explosion fait six morts et 65 blessés en Finlande

Agence France-Presse

VANTAA (Finlande) — Six personnes, dont un enfant, ont trouvé la mort et 65 autres ont été blessées dans une explosion d'origine criminelle survenue hier dans un centre commercial de Vantaa, un faubourg au nord d'Helsinki.

« Nous venons d'ouvrir une enquête, nous n'avons pas encore les détails exacts, cela peut être une explosion au gaz ou une bombe, » a indiqué à l'AFP Ilkka Alanko, un responsable de la police de Vantaa. « Il n'y a pas d'éléments caractéristiques d'un attentat » pour le moment, a toutefois déclaré Seppo Kujala, chef de la police locale.

Un représentant de la société propriétaire du centre, Citycon OY, a assuré qu'aucune conduite de gaz n'existait dans le complexe et que l'utilisation de réserves de gaz individuelles nécessitaient une autorisation. Des restaurateurs ont pu contourner cette interdiction, a-t-il reconnu. Seule certitude, le matériel ayant causé l'explosion a été apporté de l'extérieur.

Dix des blessés ont été hospitalisés dans un état grave pour des blessures aux bras, aux jambes et aux yeux causées par des éclats de verre ou de métal, mais aussi pour des lésions internes, selon les secours.

L'explosion s'est produite peu après 19 h 30 locales au deuxième étage du centre commercial de Muurmaeki, sur la commune de Vantaa, l'un des plus vastes du pays nordique avec 32.000 mètres carré pour 130 enseignes réparties sur trois niveaux. Selon un dirigeant du centre, entre 1.000 et 2.000 personnes faisaient leurs courses au moment de l'incident.

« On a entendu une explosion puissante et puis on a senti le souffle avec énormément de poussière », a indiqué un témoin. « On a entendu l'explosion, on a cru que c'était une bombe et on s'est immédiatement jeté à terre. C'était le chaos », a raconté Antonia Kohl-Makkonen.

Le toit d'une grande surface s'est effondré ou partiellement effondré sous la violence de l'explosion, ressentie dans des appartements se situant à plusieurs centaines de mètres de là, selon différents témoignages.

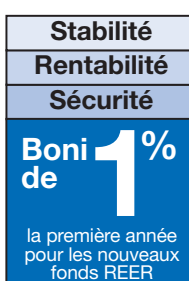
Acheter un chalet ? Un triplex ? Un commerce ? J'le sais pas.



Mais je sais combien d'argent j'aurai.

TERME	TAUX ANNUEL
1 an	2,50 %
2 ans	2,85 %
3 ans	3,30 %
4 ans	3,75 %
5 ans	4,10 %
6 ans	4,45 %
7 ans	4,70 %
8 ans	4,95 %
9 ans	5,10 %
10 ans	5,20 %

Les taux annoncés peuvent varier en fonction des conditions du marché.



OBLIGATIONS À TAUX FIXE

Taux d'intérêt fixé en fonction du terme choisi.
Choix de termes variant de 1 à 10 ans.

Pour un rendement constant dès maintenant.

Achat à partir de

100\$

Du 15 octobre au 1^{er} décembre 2002

Venez nous rencontrer à notre stand

Carrefour l'Industrielle-Alliance
977, rue Sainte-Catherine Ouest
(voisin de l'entrée du magasin Simons, niveau métro)

Lundi au vendredi, de 10 h 30 à 16 h 30
Samedi et dimanche, de 13 h à 16 h 30

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis d'octobre et de novembre, de 10 h à 16 h.

www.placementsqc.gouv.qc.ca

COMPOSEZ LE

1 8 0 0 4 6 3 - 5 2 2 9

Placements

Québec



3079716A